

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE – 5 décembre 2025

**Budget de l'Université de Rouen Normandie : garantir nos missions essentielles face à une dégradation des financements**

**L'Université de Rouen Normandie (URN), comme l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur, subit aujourd'hui les conséquences directes de décisions nationales imposées et non financées.**

Cette situation, déjà difficilement tenable pour l'ensemble des universités, est particulièrement critique à Rouen, où l'URN souffre depuis de nombreuses années d'une sous-dotation chronique des financements de l'état par rapport à des universités de taille et de profil comparables (entre 10 M€ et 60 M€ de dotation en moins).

Nous devons donc absorber des obligations publiques sans disposer des moyens nécessaires.

Depuis 2023, l'URN a dû mobiliser plus de **10 M€ de ses ressources propres** pour financer des mesures salariales et réglementaires imposées par l'État, auquel s'ajoute l'impact croissant des coûts (y compris énergétiques).

En 2025, notre université présentera **un déficit estimé à date d'environ 5 M€**, mais qui pourrait s'avérer plus important en raison d'une forte incertitude liée l'attribution finale des dotations de l'État.

Pour 2026, l'URN devra absorber une nouvelle hausse très significative de charges salariales, non compensées, qui représente environ **7 M€ de surcoûts** à financer dans un contexte où notre dotation reste insuffisante.

Face à cette situation, et malgré les efforts continus de rationalisation, l'URN est contrainte de réduire et reconfigurer ses actions dans tous les domaines : ressources humaines, offre de formation, recherche, fonctionnement, investissement, mise à niveau de son parc immobilier, etc.

Malgré les efforts de rationalisation engagés sur les dépenses, le budget initial 2026 de notre université fait apparaître **un déficit de plus de 11 M€**.

Le budget initial 2026 affiche :

- **Recettes : 273,2 M€**
- **Dépenses : 284,4 M€**
- **Déficit : -11,2 M€, directement imputable aux décisions nationales**

Une équation impossible : exiger plus de service public et moins de moyens. Il est irresponsable de multiplier les obligations sans en financer les conséquences.

L'URN refusera que ses 35 000 étudiants, ses 38 unités de recherche ou ses 2800 personnels deviennent les variables d'ajustement d'un modèle national déséquilibré et non assumé.

Nous réaffirmons un principe essentiel : les décisions nationales doivent être financées par l'État, qui doit respecter le principe du décideur payeur.

À défaut, c'est la formation, la recherche, la qualité de vie au travail et l'attractivité du territoire qui sont mises en danger — non par choix local, mais par insuffisance nationale.

Malgré ces contraintes, l'URN continuera d'assurer ses missions essentielles.

Nous ferons notre part.

L'État doit désormais financer les siennes.

### Contacts presse

**Émeline Vercoullie** : 06 04 50 79 31  
presse@univ-rouen.fr